

491
cn

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
POLICE NATIONALE

CADRE RÉSERVÉ À L'EXAMINATEUR

NOTE : 18

Session du 17.09.2019

1 intercalaire

Pour la Commission de Surveillance
(Deux Membres)

[Signature]

[Signature]

réseaux sociaux, une
vidences a également été
mettant à quiconque
il aucun appel ne
site internet :
au public -

ce nationale,
rs
ordre
être
page

CONCOURS

pour l'accès aux fonctions de Gardien de la
paix

Epreuves de cas pratiques

fait de lui le principal
dans l'habitation
peine de sept ans
Nous nous devons
le ramener
faire appel
se rendre
d'objet
placer

Cas pratique n°1-

En arrivant sur les lieux des faits,
l'un de mes collègues a pu observer un
homme frapper une femme dans la maison
où nous avons été appelé, car un des
volets était partiellement fermé. Afin de
mener à bien cette intervention, il faut
tout d'abord se mettre d'accord avec
l'équipage sur la tactique d'intervention
avant d'entrer dans la maison.
Dans ce cas-là, l'homme est clairement
surpris en flagrant délit en train de
porter des coups à cette femme, mais nous

devons donc d'intervenir au plus vite. En temps normal,
nous n'avons pas le droit d'entrer dans une demeure sauf
certaines exceptions, mais ici la femme court un danger
de mort si l'homme va trop loin dans ses violences, nous
allons donc forcer la porte en annonçant notre qualité et
appréhender l'auteur des violences au plus vite. Il s'agira
donc d'interpeller l'homme et de le menotter pour mettre
fin aux violences, puis de prendre en charge la victime.
En effet, elle sera sûrement blessée et il faudra peut-être
faire appel aux Sapeurs Pompiers pour lui venir en aide selon
la gravité des coups qu'on lui a porté. Nous allons donc
attendre la venue des pompiers tout en mettant un effectif
avec la victime pour la rassurer et appeler une patrouille
en soutien pour ramener l'individu au poste, ou bien si
elle n'est pas disponible, nous attendrons la venue des
pompiers pour ramener nous-même l'auteur au poste de police.
Il faudra aussi s'assurer que la maison ne reste pas
vide et ouverte sans surveillance. De plus, si il y a
présence d'enfants, nous nous devons de les prendre en
charge si ils sont mineurs, il faudra alors appeler un
parent ou ami pour s'en occuper.

Le retrait de la plainte de la victime n'impliquera
pas automatiquement l'abandon des poursuites judiciaires,
cela dépendra de la décision du ~~juge~~ procureur de la
République. Il peut classer l'affaire sans suites mais peut
également décider d'effectuer une enquête approfondie. De plus,
l'auteur ayant été surpris en flagrant délit de violences
il sera obligatoirement poursuivi même si sa femme retire
sa plainte.

Enfin, il existe plusieurs mesures mises en place pour
lutter contre les violences conjugales et protéger les victimes.
En effet, Marlène Schiappa a lancé en 2018 le premier plan
de lutte contre les violences conjugales : il se compose de

campagnes télévisées, sur les réseaux sociaux, une plateforme de signalement des violences a également été mise en place et un numéro permettant à quiconque d'appeler : le 3919 avec l'objectif qu'aucun appel ne soit sans réponses. Il existe aussi un site internet : stop-violences-femmes, qui est accessible au public.

Cas pratique n° 2-

Tout d'abord, selon le code de déontologie de la police nationale, tout policier ne doit d'obéir aux ordres de ses supérieurs hiérarchiques. Cependant il a le droit de refuser un ordre si il est manifestement illégal et de nature à compromettre l'intérêt public. Dans ce cas-là, l'ordre d'ouvrir le bagage abandonné donné par le brigadier de police est un acte très dangereux pour nous ainsi que la gare toute entière. De plus, c'est une zone sensible du fait de la circulation de nombreuses personnes dans ce lieu public. Je vais donc décider de ne pas exécuter cet ordre malgré l'autorité hiérarchique et prendre les mesures de sécurité nécessaires pour ce bagage.

Dans cette situation nous devons donc effectuer un périmètre de sécurité autour du bagage tout en évaluant toute la zone en danger à proximité du sac abandonné. Aucun passant n'a le droit d'entrer dans cette zone. Il faudra ensuite faire appel à une équipe de déminage, puisque l'appel effectué n'aura pas permis de retrouver le propriétaire du bagage. Il sera alors scanné pour inspecter son contenu et en cas de doute, on le fera exploser dans une zone sécurisée, à distance.

Cas pratique n° 3-

Monsieur Z, ayant surpris l'individu en flagrant délit ~~de vol~~ d'entrée avec effraction dans une habitation, il a appelé le 17 et donné le signalement de l'individu. En apercevant un individu correspondant parfaitement à la description donnée par Monsieur Z, et qui de plus a pris la fuite en apercevant le véhicule scriptigraphié, il nous est totalement permis d'interpeller l'individu car nous nous trouvons alors en enquête de flagrance car les faits viennent d'être commis. De plus, si l'on retrouve l'individu à proximité des lieux des faits et qu'il possède des objets qui pourraient le mettre en relation avec l'infraction commise dans la demeure des amis de Monsieur Z, cela

fait de lui le principal suspect. De plus, si l'auteur est entré dans l'habitation pour commettre un vol, il risque la peine de sept ans d'emprisonnement et 100 000 € d'amende. Nous nous devons donc de l'interpeller, le menotter et le ramener au poste de police. Il faudra également faire appel à un officier de police judiciaire pour qu'il se rende sur les lieux du délit, en cas de découverte d'objets appartenant à l'auteur, seul l'OPJ pourra les placer sous scellé.

Par la suite de l'interpellation de l'individu, il faudra évidemment s'assurer qu'il s'agit bien de l'auteur des faits, on pourra très bien faire appel au témoin Monsieur Z qui a vu toute la scène et pourra peut-être être utile à l'enquête dans la reconnaissance de l'individu.

Cas pratique n° 4.

Après avoir été requis par la SIC pour une bagarre à la sortie d'une discothèque du centre ville, nous nous sommes rendus sur les lieux où le gérant nous a assuré qu'il s'agissait d'un accrochage entre deux amis, sans gravité. Aucune suite n'a été donnée à l'intervention, mais au moment de partir, le gérant ~~me~~ m'a fait une proposition douteuse.

Tout d'abord, selon l'article R434-13 du code de déontologie de la police nationale, il est interdit de cumuler les activités privées lucratives, on se doit de se consacrer à sa mission. De plus, l'activité proposée par le gérant de la discothèque est une activité à but lucratif en travail dissimulé ce qui est illégal. En effet selon l'article 432-11 du code pénal, est puni de dix ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende le fait d'accepter des dons ou n'importe quel avantage pour une personne dépositaire de l'autorité publique de la part d'un tiers. Or, dans ce cas-là le gérant de la discothèque me propose une somme d'argent quotidienne sans être déclaré mais aussi de profiter de consommations gratuites en échange d'annulation de contraventions de stationnement.

Non seulement il risque une peine de dix ans d'emprisonnement et 100 000 € d'amende pour proposition de dons, ou avantages quelconques à une

personne dépositaire de l'autorité publique, pour qu'elle lui retire des contraventions, mais en plus il serait employeur d'une personne travaillant de manière dissimulée, ce qui est totalement illégal.

Je me dois d'ajouter que tout policier est tenu de faire preuve de probité à l'égard des tiers, il ne doit en aucun cas accepter quelconque présent ou avantage de la part d'un tiers, encore plus contre une annulation de contravention en échange car cela est interdit. Tout manquement du policier à l'égard des principes déontologiques l'expose à des sanctions de discipline, en plus des sanctions pénales possibles pour les faits commis.

En ayant lue la proposition du gérant à mon supérieur hiérarchique, il pourra très bien décider d'interroger le gérant concernant son équipe, car s'il m'a proposé ce "travail" il emploie sûrement d'autres personnes de façon dissimulée dans sa discothèque. Le gérant risquerait alors d'être puni d'une amende pour travail dissimulé mais aussi de dix ans d'emprisonnement et d'une seconde amende pour la proposition qui m'a été faite comme stipulé précédemment.

Cas pratique n° 5.

des "quartiers de reconquête républicaine" sont des quartiers sensibles qui présentent beaucoup de difficultés liées à l'insécurité à cause de la délinquance, la drogue et les violences entre autres. Elles présentent également des difficultés liées à des problématiques sociales comme le chômage, la pauvreté et autres...

L'objectif de ces quartiers est de « remettre la République au cœur de ces quartiers » selon le Président Emmanuel Macron, mais il souhaite également rétablir une bonne éducation, une certaine solidarité et diverses autres valeurs de vivre mieux.

C'est notamment avec une augmentation de la présence des policiers dans ces quartiers qu'il compte les faire évoluer. Il souhaite, en outre, renforcer les liens

entre les policiers et les habitants, comme le dit Gerard Collob dans son discours datant de 2018 à propos de ces quartiers. Selon lui, nous nous devons de mieux prendre en compte les attentes des habitants dans les quartiers car la lutte contre les trafics et les vicissitudes sont les priorités dans les quartiers - là -

Ainsi, les bailleurs sociaux sont, dans certains quartiers, en collaboration afin d'améliorer cette lutte contre l'insécurité et les autres problématiques de ces quartiers.

Cette coopération entre bailleurs sociaux et police nationale est pertinente sur plusieurs points. En effet, les « référents sûreté » sont au cœur de ces quartiers car les habitants les connaissent et peuvent faire appel à eux en cas de problème, il pourra alors envoyer des mails à la police afin de signaler toute difficulté dans un des logements afin d'y rétablir la tranquillité. Les habitants savent qu'ils doivent s'adresser à eux en dernier ressort mais aussi qu'ils ne doivent pas hésiter en cas de problème ce qui a un côté rassurant pour eux.

De plus, les agents de sûreté mettent en place des mesures telles que des badges de contrôle d'accès, de la vidéosurveillance etc ce qui va en quelque sorte faciliter le travail de la police en cas de problème. Il a également mis en place des « tournées de tranquillité » assurées par des agents de sûreté qui effectuent des rondes sur les zones sensibles, ce qui va encore une fois aider les policiers en leur enlevant une charge de travail lorsque l'insécurité est présente. Le but final étant de ne plus avoir de barrières entre l'espace privé et l'espace public, grâce à une coopération réussie entre la police nationale et les bailleurs sociaux.